



LA CRISE COMME LABORATOIRE ?

Quentin Mortier
Chargé de projets
Education Permanente



Analyse 2014

Plusieurs informateurs avertis de Grèce et d'Espagne nous le disent¹ : ce qui est en train de se passer dans leurs pays constitue une sorte de laboratoire. La manière dont la crise est gérée par les gouvernements en place dans ces pays représente une expérience qui pourra être reproduite dans d'autres pays d'Europe. La crise financière qui touche l'Europe depuis 2008 serait une sorte de test grandeur nature de politiques néolibérales extrêmes. Ces politiques peuvent être caractérisées par trois éléments au moins : la priorité absolue mise sur la sauvegarde des intérêts des acteurs bancaires, la mise en place de politiques d'austérité touchant une majeure partie de la population et le recours éventuel à la force pour décourager les velléités de manifestations publiques trop importantes de la société civile.

Cette analyse fait suite à de multiples démarches. Rappelons-les brièvement : une analyse et une interview sur la situation en Grèce², une interview d'un responsable de la confédération espagnole des entreprises d'économie sociale³, une soirée-débat sur la situation en Espagne, une interview d'un chercheur argentin de passage en Belgique⁴.

LE CAS DE L'ESPAGNE COMME RÉVÉLATEUR

La soirée-débat organisée récemment en partenariat avec Barricade avait été annoncée sous le titre « Espagne 2010-2014. Laboratoire du néolibéralisme ou laboratoire des alternatives ? ». Trois invités ont présenté, de manière assez complémentaire, leur expérience et analyse de la crise espagnole.

Le premier invité, l'économiste Antonio Sanabria, a souligné quelques-uns des paradoxes de la crise dans son pays. Une des causes de la crise financière provient de la bulle immobilière. En 2003 en Espagne, la construction de logements neufs était plus importante qu'en France et Allemagne réunies⁵. Aujourd'hui, l'Espagne arrive en tête des pays européens possédant le plus de logements vacants (3,4 millions d'habitations inoccupées, selon un recensement de 2011). Et ce, alors que le nombre de personnes sans-abris explose, notamment en raison de la politique d'expulsion mise en œuvre⁶. Cette question de l'accès au logement n'est qu'un exemple parmi d'autres qui explique que, globalement, la crise a fait croître les inégalités et a davantage touché les personnes les plus pauvres que les personnes les plus riches⁷. La crise est venue amplifier un ensemble de phénomènes qui étaient déjà présents auparavant.

Le deuxième orateur, Pedro González Celada, étudiant en management des entreprises sociales, a évoqué la piste parfois suivie de reprise d'une entreprise en difficulté par ses travailleurs. L'Espagne dispose d'un cadre juridique particulier assez avantageux (celui des

¹ C'est le cas du caricaturiste espagnol El roto (voir son interview sur : www.noesunacrisis.com) et de l'économiste grec Petros Linardos (voir son interview sur : www.saw-b.be/spip/La-crise-comme-laboratoire-Cycle).

² Voir : « Peut-on se réjouir de la naissance d'une économie sociale grecque ? », disponible sur www.saw-b.be et l'interview mentionnée plus haut.

³ Carlos Lozano, coordinateur au sein de la CEPES, voir : www.cepes.es.

⁴ La soirée débat a été coorganisée avec l'association Barricade à Liège. Le chercheur argentin est Gonzalo Vazquez.

⁵ Pour une analyse originale et pédagogique de la crise espagnole, cherchez sur internet la vidéo « Espanistan ».

⁶ En Espagne, lorsque le prêt d'une maison n'est pas remboursé à temps, celle-ci est saisie par la banque et peut très vite être remise en vente. Les banques sont autorisées d'une part à racheter les maisons en question à un prix bien inférieur à leur valeur réelle et d'autre part à continuer à réclamer le remboursement de la dette et les intérêts de retard.

⁷ Voir : « La crise accroît les inégalités de revenus en Europe », disponible sur www.inegalites.fr.

Sociedades Laborales) qui semble encore davantage investi depuis que le chômage s'est accru avec la crise et les fermetures d'entreprises. A ses yeux toutefois, cette pratique constitue davantage une réponse pragmatique à la perte de son emploi qu'une volonté de transformation délibérée de l'économie, vers plus de démocratie économique.

Le troisième intervenant, Johan Verhoeven, a rendu compte de certaines de ses découvertes réalisées durant son « voyage-reportage sur l'autogestion, le pouvoir populaire et la participation démocratique »⁸. Il s'est particulièrement attardé sur son observation participante du mouvement des indignés (aussi appelé mouvement du 15M). Ce mouvement assembléiste est né sur la Puerta del Sol de Madrid, le 15 mai 2011. Il rassemble des centaines de milliers de manifestants dans une centaine de villes du pays et se prolonge par divers modes d'action non violents (campements et marches) jusqu'à aujourd'hui⁹. Selon lui, les particularités de ce mouvement sont la multitude et l'amplitude (visant à la fois la diversité des origines sociales de ses membres et la diversité des initiatives prises suites à la mobilisation sur les places publiques¹⁰). Parmi les initiatives nées dans la foulée de ce mouvement citoyen, citons aussi la coopérative intégrale catalane. Celle-ci regroupe en fait plusieurs coopératives de différents types : de consommation, d'habitation, de production, et de financement. L'intention est résolument de se substituer progressivement au système dominant en satisfaisant les nécessités basiques des usagers¹¹. Un rôle de liant entre toutes ces structures est notamment joué par l'existence de monnaies sociales. Le rapport à l'argent est pour le moins original puisque l'un des initiateurs de ce mouvement a annoncé publiquement en 2008 avoir emprunté 492 000 euros à différentes institutions financières avec la ferme intention de ne pas rembourser et de financer différents mouvements sociaux anticapitalistes et alternatifs¹².

Ces trois exposés sur la situation en Espagne nous ont mis en appétit. Toutefois, au terme de la soirée, la question posée en introduction n'était pas vraiment tranchée. La crise est-elle un laboratoire et un laboratoire produisant quoi ? C'est à la réponse à cette question que nous voulons consacrer cette analyse. En élargissant à travers l'espace et le temps les exemples qui fourniront matière à notre réflexion.

CE QUE LES CRISES ONT AUSSI RENDU POSSIBLE ...

Loin de nous l'idée de nous réjouir de l'apparition de situations de crise, tant elles sont synonymes de situations de détresse individuelles et collectives. Néanmoins, elles peuvent aussi être associées à des initiatives collectives « salvatrices ». Comme si Hölderlin, poète allemand de la fin du XVIII^e siècle, avait vu juste. « Là où croît le péril, croît aussi ce qui sauve ». En remontant dans le temps et en voyageant à travers le monde, nous avons retenu les expériences suivantes.

Les entreprises récupérées en Argentine

Quand on évoque la crise financière européenne suite aux premières faillites bancaires américaines de 2008, il est souvent fait référence à la crise qu'a traversée l'Argentine dix ans auparavant. La récession y a été extrêmement violente avec une croissance spectaculaire de la pauvreté ainsi que d'importants mouvements sociaux et expérimentations sociales, politiques et économiques. Parmi celles-ci, on pense notamment aux réseaux de troc, aux piqueteros (blocage des axes routiers de circulation en vue de faire pression) et à la reprise par leurs travailleurs d'entreprises en faillite ou abandonnées.

⁸ Voir : www.utopiasproject.net.

⁹ Deux actions récentes du mouvement : la création d'un parti politique « Podemos », entré au parlement européen (avec 7,97 % des voix et 5 sièges après seulement quatre mois d'existence) et les marches de la dignité convergeant vers Madrid le 22 mars 2014.

¹⁰ Lire le dossier consacré à ce sujet par la revue Vacarme [en ligne : www.vacarme.org] en son n° 60.

¹¹ La vidéo intitulée « Une autre vie est possible - Hommage à Catalonia II » rend compte de cette expérience, disponible sur www.remixthecommons.org.

¹² Voir entre autres : « Asile politique sur la ZAD pour Enric Duran », disponible sur <http://zad.nadir.org>.

Ce mouvement de récupération des entreprises par les travailleurs a pourtant été amorcé dès 1994. Mais il a été rendu visible au moment fort de la crise, en 2001, avec quelques luttes emblématiques et médiatisées (l'usine Zanon rebaptisée FaSinPat pour « Fábrica Sin Patronas », la manufacture Bruckman et l'hôtel Bauen sur lesquels des films documentaires ont été réalisés). Depuis 2008, début d'une nouvelle crise mondiale, le mouvement s'est à la fois étendu et consolidé. Il y avait plus de 200 entreprises soit près de 10.000 travailleurs concernés en 2010 et 90 % des entreprises récupérées ont subsisté entre 2004 et 2010¹³.

Le processus permettant de mener à bien la récupération passe généralement par les étapes d'« occuper, résister et produire »¹⁴. L'occupation peut être utile pour faire pression sur les propriétaires ou sur les pouvoirs publics. Elle peut aussi résulter du sentiment existant chez les travailleurs que l'entreprise leur appartient, qu'elle est le fruit de leur travail (parfois impayé en raison de la mise en faillite). La résistance doit ensuite s'organiser sur le plan juridique notamment pour légaliser la reprise et créer une nouvelle structure propriétaire, très souvent coopérative. Enfin, il s'agit aussi de recommencer à produire dans des conditions que l'analyse économique ordinaire (faite par les anciens dirigeants) considère comme irrationnelles.

L'ancienneté et l'importance du mouvement a eu pour conséquence la création de structures de seconde ligne, qui ont soutenu et promu les premières. Ces fédérations et mouvements nationaux organisés ont visés et permis, comme le constate Gonzalo Vasquez¹⁵, la résolution de problèmes communs, la lutte politique en vue d'une reconnaissance et la promotion de nouvelles reprises. Plus généralement, elles ont été pourvoyeuses de ressources diverses pour les travailleurs ayant décidé de récupérer leur entreprise. Ce qui n'est jamais une mince affaire.

Ce mouvement de récupération d'entreprises existait avant 1998 et ailleurs qu'en Argentine : au Brésil, en Grèce, en France, etc.¹⁶ Là où il s'est développé, il a apporté la preuve qu'un autre rapport entre capital et travail était possible, que des entreprises jugées non rentables pouvaient renaître et croître, que d'autres relations entre entreprise et société locale, nationale ou internationale étaient possibles. De défensif, ce mouvement a parfois su devenir offensif.

Une nouvelle Constitution islandaise, proposée par une assemblée de citoyens

La déclaration de faillite faite par trois banques islandaises en octobre 2008 a été un élément déclencheur qui a poussé les citoyens islandais à entamer diverses manifestations publiques. Celles-ci s'opposaient aux errements des banquiers et des hommes politiques et entendaient souligner leur responsabilité dans la crise financière du pays.

En cascade, une série de décisions majeures ont été prises en Islande sur le plan économique mais aussi politique. Le Parlement, nouvellement élu en 2009, a non seulement appelé à une révision constitutionnelle mais le gouvernement a aussi décidé que les citoyens devaient être directement impliqués dans celle-ci¹⁷. C'est ainsi qu'en octobre 2010, une Assemblée nationale de 1 000 personnes tirées au sort a produit un cahier des charges précisant les éléments à traiter par la nouvelle Constitution. Un Comité constitutionnel composé de quelques experts a ensuite préparé le travail de l'Assemblée constituante, au moyen d'un rapport préparatoire. Enfin, une Assemblée constituante de 25 représentants de la nation (choisis parmi un peu plus de 500 candidats) a été élue et s'est mise au travail. Par la voie d'internet, l'ensemble de la

¹³ D'après deux articles de Richard Neuville, « Les entreprises récupérées par les travailleurs en Argentine » et « Argentine : les entreprises récupérées se consolident ! », disponibles sur www.autogestion.asso.fr.

¹⁴ D'après les termes de Claudio Guthmann et Genoveva Tournon, « Le phénomène des entreprises récupérées par leurs anciens employés en Argentine », CRIDHO Working Paper 2006/04, disponible sur <http://cridho.uclouvain.be>.

¹⁵ VASQUEZ G., « La Economía Social y Solidaria en América Latina: Propuesta de Economía Alternativa y su Aplicación al Análisis de Experiencias en Argentina », 2nd EMES-ISTR European Conference, July 2008, disponible sur www.emes.net.

¹⁶ Il ne s'est malheureusement jamais véritablement développé en Belgique pour diverses raisons (le peu d'enthousiasme de la FGTB qui redoute le risque d'auto-exploitation et l'échec final des initiatives soutenues par la CSC à la fin des années 70). Sur ce sujet, lire le chapitre 5 sur le défi de l'autogestion de notre étude 2010 sur les coopératives, disponible sur www.saw-b.be.

¹⁷ Voir les deux articles en anglais de Giulia Dessi, « The Icelandic constitutional experiment » et « When politics strike back: the end of the Icelandic constitutional experiment ? », disponibles sur www.opendemocracy.net.

population islandaise a eu la possibilité de faire des commentaires et suggestions sur le travail réalisé au fur et à mesure. On peut finalement considérer cette procédure de révision constitutionnelle comme relevant du « crowdsourcing » (littéralement, « approvisionnement par la foule »).

Le texte soumis à approbation contient des modifications majeures par rapport au cadre préexistant. Les changements sont l'amélioration de la transparence gouvernementale, le renforcement des droits de l'homme, la propriété publique perpétuelle des ressources naturelles. Le projet de Constitution rappelle aussi utilement que la souveraineté appartient au peuple qui la délègue au Parlement. La possibilité est laissée d'organiser un referendum sur certaines lois si au moins 10 % des électeurs l'exigent. La forme et le fond du texte sont originaux, puisqu'il a été écrit par des non spécialistes. Mais précisément, l'utilisation de notions nouvelles, sur laquelle il n'existe pas de jurisprudence, a rebuté certains juristes constitutionnalistes. Il en va ainsi entre autres de cette idée de « perpetual property of the nation » (« propriété perpétuelle de la nation ») appliquée à certaines ressources.

De nombreux obstacles ont été dressés contre ce processus par certains partis politiques islandais traditionnels, depuis l'élection de l'assemblée constituante jusqu'à l'approbation du projet par le Parlement. Devant l'opposition de certains partis, le gouvernement a organisé en octobre 2012 un referendum populaire sur le projet de constitution. Deux tiers des votants (49 % des électeurs) se sont prononcés en faveur du texte. Mais le Parlement qui avait soutenu la réforme n'a pas réussi à se mettre d'accord pour transformer le texte en loi. Des élections législatives ont été organisées en avril 2013 et remportées par les partis hier dans l'opposition. Le projet est donc gelé.

Même si « l'essai n'a pas été transformé », il peut être vu comme une illustration de processus de démocratie directe producteur et produit par l'intelligence collective. Il a aussi inspiré d'autres acteurs dans d'autres pays, dont la Belgique. Dans l'intervalle entre les élections législatives du 13 juin 2010 et la formation du gouvernement en décembre 2011 (plus longue crise politique de l'histoire européenne contemporaine), un collectif de citoyens, rejoint ensuite par la Fondation pour les Générations Futures, imagine d'organiser un sommet citoyen, réunissant 1000 personnes tirées au sort (d'où le nom de G1000¹⁸), pour débattre des défis sociétaux et apporter des propositions aux membres des pouvoirs législatif et exécutif. Trois étapes ont été suivies : une consultation en ligne pour déterminer en quelque sorte l'ordre du jour de la suite du processus (de quels sujets débattre, quels sujets traiter en priorité ?) ; un sommet citoyen au cours duquel les participants ont été invités à réfléchir, discuter et argumenter leurs propositions sur les trois thèmes à l'ordre du jour (issus de la phase précédente) : la sécurité sociale, la répartition des richesses en temps de crise financière et l'immigration ; enfin, une série de panels citoyens qui a eu comme objectif d'approfondir les propositions (issues de la phase précédente) et d'aboutir à des recommandations concrètes.

La grève de la dette aux USA

Occupy Wall Street est un mouvement de contestation pacifique qui a débuté le 17 septembre 2011 alors qu'environ 1 000 personnes manifestent dans les environs de Wall Street et occupent un parc pour dénoncer les abus du capitalisme financier¹⁹. Dans la foulée de ce mouvement, une action originale a été imaginée par certains activistes en 2012. Partant du constat que l'Etat américain est intervenu pour sauver les acteurs financiers du pays alors qu'il ne l'a pas fait pour secourir les personnes endettées (notamment pour raisons médicales), elles imaginent de retourner les pratiques bancaires au profit de ces personnes.

En effet, quand une dette risque de ne plus être remboursée, les banques ont l'habitude de revendre celle-ci sur un marché secondaire, à un prix moindre, dévalué. Les acheteurs, des

¹⁸ Voir : www.g1000.org. Voir aussi le récent livre d'un des fondateurs du G1000, David Van Reybrouck, *Contre les élections*, Amsterdam, De Bezige Bij, 2013.

¹⁹ Voir notre analyse « Le pouvoir des mots : « les (biens) communs » », disponible sur www.saw-b.be.

organismes de recouvrement ou des marchés spéculatifs, ont la liberté de tout mettre en œuvre pour récupérer l'entièreté de la créance. Et ils se spécialisent ainsi dans les techniques féroces de harcèlement téléphonique ou de saisie de biens. Le collectif *Strike debt* fait de même, à savoir : collecter des fonds, avec ces fonds, racheter des dettes à bas prix et puis les annuler. Pour chaque dollar collecté, elle arrive à effacer plus de 20 dollars de dette privée, en se concentrant en particulier sur les dettes pour étude et les dettes de santé. Plus de 700.000 \$ de dons lui ont permis d'annuler 14 millions \$²⁰.

Si l'initiative est originale et intéressante, elle n'en reste pas moins largement insuffisante face à l'ampleur du problème de l'endettement des particuliers et ménages aux États-Unis. Selon le site de la campagne *Rolling Jubilee*, plus de 77 % des ménages américains sont endettés pour un total de 17.000 milliards de dollars, soit 116 % du PIB en 2010²¹ et un Américain sur sept est poursuivi par un agent de recouvrement pour sa dette. Si l'action est donc symbolique, elle se veut aussi politique. La revendication est claire : il faut abolir ces dettes devenues illégitimes.

La construction et la défense de « communs » en Grèce

Une des manières dont le gouvernement grec a tenté de gérer la crise de la dette, poussé dans cette direction par la Troïka (Commission européenne, Banque centrale européenne et FMI), a consisté à privatiser une série de biens publics²². Certaines montagnes, côtes et îles grecques ont ainsi été mises en vente à côté d'entreprises et services publics. C'est aussi le cas de l'ancien aéroport d'Athènes, abandonné depuis 2001, qui a été vendu à un promoteur immobilier en vue d'y créer une *riviera grecque*, zone touristique luxueuse. Ce projet est contesté par les quatre mairies limitrophes mais aussi par les citoyens qui occupent actuellement de différentes manières ces précieux terrains longtemps délaissés par les autorités publiques centrales.

Les expérimentations localisées dans cette zone de plus de 600 hectares sont nombreuses : clinique sociale, épicerie solidaire, jardin autogéré et agroécologique, oliveraie « participative » constituée avec le soutien de la municipalité locale, etc. Ne se contentant pas d'expérimenter, les collectifs citoyens impliqués dans ces initiatives ont imaginé une utilisation concurrente à celle du promoteur immobilier. Leur idée est d'y réaliser un « parc métropolitain » qui pourrait devenir un lieu de rencontre entre habitants de la mégapole et éventuellement aussi de visite de touristes étrangers. Les activités à y développer seraient celles déjà lancées ainsi que musées, théâtres, espaces artistiques et centres de formation et de recherche. Le tout avec valorisation et augmentation des espaces verts, utilisation et réaffectation des bâtiments existants. Il n'y a pas photo ! D'un côté, un projet à destination et au profit des 1 % les plus riches et de l'autre, un projet par et pour les 99 % restants (pour reprendre le slogan du mouvement *Occupy*).

Il n'y a pas qu'en Grèce que des citoyens utilisent et défendent des zones désaffectées mais convoitées en tant que sources potentielles de profit par des acteurs privés en lice avec les autorités publiques. A travers le monde, il y a de plus en plus de réactions de ce type, se référant parfois l'une à l'autre ou essaimant à travers un même pays de manière virale. Les manifestants de la place Taksim en Turquie se sont opposés à un projet immobilier et commercial dont le prix à payer était la destruction d'un des rares espaces verts d'Istanbul. En France, près de Nantes, des collectifs empêchent depuis plusieurs années la construction d'un nouvel aéroport (en reclassant symboliquement le terrain en « Zone à Défendre de Notre-Dame-des-Landes »). Ils ont lancé un appel à un grand rassemblement national en juillet 2014 afin de fédérer les diverses actions « *contre les Grands Projets Inutiles Imposés (GPII)* » et « *pour la préservation des terres et des emplois agricoles, pour un autre choix de société qui ne*

²⁰ Un compteur est mis à jour sur <http://rollingjubilee.org>. Voir aussi sur le sujet : <http://strikedebt.org>.

²¹ Cité par ROUSSEAU A., « *Strike debt* » : un plan de sauvetage du peuple par le peuple », dans *Bastamag* [en ligne : www.bastamag.net], 9 avril 2013.

²² Voir MITRALIAS R., « Athènes : l'ancien aéroport transformé en un champ d'expérimentations alternatives », dans *Bastamag* [en ligne : www.bastamag.net], 10 avril 2014.

mettrait plus en danger la biodiversité et l'avenir des générations futures »²³. L'organisation de la Coupe du monde au Brésil a aussi suscité la mobilisation en faveur d'investissements jugés plus utiles pour la population (le coût financier total pour le Brésil est estimé à 14 milliards US\$ soit presque autant que les trois organisations précédentes réunies²⁴). En Belgique, dans un contexte différent, un collectif a lancé un appel à idées pour une utilisation citoyenne du site de l'ancienne gare Josaphat à Schaerbeek²⁵.

Bien d'autres exemples d'initiatives citoyennes prises pour contrer les effets de la crise et sa gestion désastreuse par les autorités en place pourraient être donnés. Pensons par exemple en Espagne à la *Plataforma de Afectados por la Hipoteca* née en 2009. Elle soutient les victimes des procédures d'expropriation menées par les banques pour récupérer des créances qu'elles ont elles-mêmes largement accordées avant la crise²⁶. Ou encore, en Belgique, au lancement de la banque *NewB*²⁷ qui a manifestement su répondre à une attente du public belge suite au scandale de la crise financière et bancaire. Cette initiative associative et citoyenne a pour objectif de créer une banque coopérative qui soit participative, transparente, sobre et qui investisse dans l'économie réelle, locale et durable.

LA « CRISE », QUELLE CRISE ?

Tous les exemples donnés semblent avoir une origine commune, celle d'une réaction à la crise. Mais de quelle crise parle-t-on ? Est-ce la même crise en Argentine, en Islande, en Grèce et en Belgique, dans les années 1970, en 1998 ou en 2008 ? Le concept de crise a été étudié par les économistes mais aussi par les philosophes (notamment Karl Marx qui y voit un phénomène inhérent au capitalisme). La crise est-elle seulement économique ou financière ? Ou bien a-t-elle d'autres natures : crise écologique, crise de la pensée, crise politique, etc. ?

L'utilisation continue du terme depuis 40 ans fait réagir le philosophe Yves Citton. Il nous encourage à nous « apercevoir du leurre qui anime toute référence à « la crise », et qui en fait l'opérateur de pression le plus massif déployé dans nos sociétés actuelles : alors que les données montrent rétrospectivement que, même compte tenu de l'augmentation dramatique des inégalités, nos sociétés riches se sont significativement « enrichies » au cours des quatre dernières décennies, nous avons toujours eu l'impression de vivre dans un état d'urgence économique et d'exception politique »²⁸.

On peut en effet lire sur le site de l'institution bancaire *Crédit Suisse* que « malgré une décennie marquée par des rendements réels négatifs sur les actions, des marchés d'actions baissiers et l'éclatement de bulles immobilières, le *Wealth Report 2013* du *Crédit Suisse* constate que la richesse mondiale a plus que doublé depuis 2000, atteignant un nouveau record historique de 241 billions de dollars US ». Les inégalités sont quant à elles chiffrées comme suit : le 1 % des personnes les plus fortunées détiennent 46 % des actifs mondiaux, les 10 % les plus riches détiennent 86 % des richesses mondiales et plus de 50 % les moins aisés ne possèdent que 1 % de la richesse totale²⁹. Selon l'économiste français Thomas Piketty qui a réalisé une analyse des données sur une longue période et dans plusieurs pays³⁰, les inégalités de revenus et de patrimoine pourraient revenir au niveau de ceux du capitalisme sauvage de la fin du XIX^e siècle, notamment en raison des rémunérations pharaoniques accordées à certaines catégories de personnes dans certains secteurs. La crise serait, pour reprendre le néologisme de Bruno

²³ Voir « Grands projets inutiles : des caravanes d'opposants en route vers Notre-Dame-des-landes », dans *Bastamag* [en ligne : www.bastamag.net], 9 juin 2014 et <http://lutteaeroportnddl.com>.

²⁴ Selon le webdocumentaire « Copa para quem ? », disponible sur <http://webdocu.lesoir.be/copaparaquem>.

²⁵ Voir le document de présentation du projet :

http://www.potentialofficeproject.org/cj/2014_CommonsJos_appelAidees.pdf.

²⁶ Voir e.a. MOREL S., « Les luttes au quotidien des "indignés" espagnols », dans *Le Monde*, 12 mai 2012.

²⁷ Voir : <https://newb.coop/fr>.

²⁸ CITTON Y., *Renverser l'insoutenable*, Seuil, Paris, 2012, p. 93-94.

²⁹ KERSLEY R. et O'SULLIVAN M., « Richesse mondiale: nouveau record historique », dans *Crédit Suisse* [en ligne : www.credit-suisse.com], 9 octobre 2013.

³⁰ Sur le sujet, lire CHAVAGNEUX C., « Piketty impose son analyse des inégalités », dans *Alternatives économiques*, n° 336 - juin 2014.

Latour, un « faitiche » : elle est à la fois un « fait » qui désigne objectivement un recul de la croissance mais aussi un « fétiche », une croyance qui entraîne des effets d'angoisse et de soumission proprement magiques.

C'est ce qu'ont mis en avant les auteurs d'un webdocumentaire sur la situation en Espagne en intitulant celui-ci « No es una crisis » ou encore « Ceci n'est pas une crise »³¹. Mais alors, si ce n'est pas une crise, qu'est-ce que c'est ? Un démantèlement, un saccage, une escroquerie, du vol, un suicide économique et un suicide social, une excuse pour revenir à la société du 19^e siècle... Telles sont quelques-unes des réponses lucides apportées par les personnes interviewées dans ce webdocumentaire.

LA « CRISE » COMME « KAIROS »

La crise peut être vue comme une période temporaire qui précède un retour à l'équilibre antérieur. Dans les faits, il est rare qu'on retourne à la situation antérieure. Comme on le voit au cours de la crise européenne actuelle, celle-ci a pour effet de concentrer encore davantage les richesses. Elle revient souvent à imposer les solutions qui avantagent encore les plus riches. A l'opposé, comme le montrent les quelques exemples décrits plus haut, la crise peut aussi être vue comme un moment opportun, un « kairos » en grec ancien³², pour faire naître diverses initiatives innovantes d'ampleur variable. Une telle issue à la crise survient quand interviennent des parties qui pourraient être qualifiées de « surprises » en lieu et place des parties prenantes habituelles³³, quand des collectifs se mêlent de « ce qui n'est pas censé les regarder »³⁴ (le paiement de la dette, le gouvernement des entreprises, le rôle de l'Etat, etc.).

On peut fonder sur de telles survenances beaucoup d'espoir et même y voir une forme de mobilisation particulièrement pertinente. Les chercheurs Michel Callon et Bruno Latour avancent que notre réalité est façonnée par des « créatures » inventées en laboratoire³⁵. A savoir des objets techniques issus de complexes techniques et industriels mais aussi des processus sociaux promus par des ensembles politiques, médiatiques ou juridiques. Les politiques d'austérité pourraient probablement être étudiées comme de telles créatures. La crise est donc bien un laboratoire duquel sortent de telles créatures nouvelles. La caractéristique de celles-ci est que les groupes qui seront concernés par leur diffusion ne sont pas associés à la formulation des problèmes originaires, à l'organisation du travail de recherche qui s'ensuit et à l'introduction de ces inventions dans la société. C'est là le travail des experts et technocrates, souvent associés aux élus ou aux gouvernants. Pour dépasser cette limite de la démocratie représentative, ces auteurs, avec d'autres, ont proposé d'œuvrer à une démocratie dialogique, qui aurait pour caractéristique d'associer les groupes concernés par les inventions scientifiques, techniques et sociales à la production et à l'insertion de tels « nouveaux êtres », qui en seraient dès lors fondamentalement modifiés. Très concrètement, ces chercheurs proposent d'y arriver au moyen de « forums hybrides » qui sont des « *espaces composites associant savants, experts, professionnels de la politique, citoyens, etc. autour de controverses socio-techniques* »³⁶.

QUELQUES QUESTIONS POUR CONCLURE

Pour conclure, ces expérimentations innovantes et inspirantes qui ont été mises en place à travers le monde posent quelques questions.

³¹ Le « teaser » du webdocumentaire donne quelques éléments de réponse à la question de savoir (si ce n'est pas une crise) ce que c'est : <http://vimeo.com/75309141>.

³² Une revue belge assez récente a choisi ce concept comme nom : www.kairospresse.be.

³³ Voir notre analyse « Innovation, innovation sociale et innovation sociétale. Du rôle des parties « surprises » », disponible sur www.saw-b.be, qui reprenait les termes de Michel Callon.

³⁴ Selon l'expression de la philosophe belge Isabelle Stengers.

³⁵ Fondateurs de la « théorie de l'acteur-réseau » ou « théorie de la traduction ».

³⁶ Selon l'article consacré à Michel Callon sur Wikipedia.

Ces expérimentations interrogent le rapport entre nouvelles initiatives et celles qui sont plus anciennes, qui préexistent à la crise. Les porteurs des nouvelles initiatives n'ont-ils pas trop tendance à partir d'une feuille blanche ? Et les mouvements antérieurs à ne pas accorder de crédit à ces innovateurs ? De fait, ces initiatives sont souvent très innovantes avec une réponse originale à un besoin social mais ne doivent-elles pas plus souvent chercher à s'articuler aux mouvements déjà là, parfois plus institutionnalisés, il est vrai, pour le meilleur et pour le pire ? N'est-ce pas une condition pour renforcer toutes ces alternatives, neuves ou plus anciennes ? Pour prendre un exemple, quels ont été les liens tissés en Espagne entre les Indignados qui revendiquaient la « démocratie réelle » sur les places publiques et les acteurs de l'économie sociale, dont certains cherchent à pratiquer la démocratie directe dans les entreprises ?

L'institutionnalisation des expérimentations nouvelles amène la question du rapport de celles-ci à l'Etat. Certaines d'entre elles cherchent à le renforcer, à le modeler, à le prolonger. D'autres voudraient arriver à se passer de lui. Faut-il aménager la démocratie représentative ou s'émanciper de la forme étatique ? Faut-il promouvoir le passage à un système bi-représentatif (par élection et tirage au sort) ou ne jurer que par la démocratie directe ? Les initiatives et analyses qui utilisent le concept de « commun » ou « biens communs » sont particulièrement concernées par cette question du rapport à l'Etat³⁷.

La crise peut être saisie comme une occasion pour accentuer et approfondir les expérimentations qui permettent de dépasser le capitalisme. En tant que mode de production, celui-ci peut-il être dépassé en modifiant uniquement la propriété des moyens de production, sa planification et la répartition des bénéfices ? Ou bien s'agit-il plutôt de passer d'une économie de la valeur à une économie de l'usage ? Parmi les expérimentations observées (de loin il est vrai), certaines nous semblent jouer à l'intérieur de l'économie capitaliste alors que d'autres tentent de s'en libérer, se situent plus radicalement hors de l'économie capitaliste. Il en va ainsi nous semble-t-il des coopératives intégrales catalanes.

Dernière question posée par le passage en revue de ces diverses initiatives nées dans ce contexte de crise, celle de la taille à atteindre. S'agit-il d'être et de rester une action minoritaire ou au contraire d'atteindre une masse critique et donc de chercher à s'étendre de proche en proche ? S'agit-il de cultiver son « agir autrement » ou de faire en sorte que cette voie se généralise et s'étende à la majorité ? Les coopératives intégrales catalanes, par exemple, se pensent-elles comme des alternatives locales ou des expérimentations démontrant que toute l'économie peut être coopérative ?

Ces questions nous paraissent incontournables pour les acteurs de l'économie sociale qui voudraient œuvrer à un nouveau mouvement social. L'économie sociale préexiste à la période de crise la plus récente. Elle tente de se maintenir. Elle observe aussi les initiatives nouvelles, menées par de « nouveaux publics »³⁸ pour faire face à la gestion de la crise par les pouvoirs publics qui, dans certains cas, est désastreuse, subordonnée aux intérêts des acteurs financiers qui ont eux-mêmes généré la crise. A notre avis, trop peu de synergies se créent entre ces initiatives anciennes et les nouvelles. Et pourtant, ne sont-elles pas la condition sine qua non pour que s'étendent l'influence et le pouvoir de transformation de ces alternatives ? Nous espérons y contribuer modestement en adressant ces quelques questions aux uns comme aux autres.

³⁷ Sur le sujet, voir notre analyse déjà citée ainsi que DARDOT P. et LAVAL C., *Commun. Essai sur la révolution au XXI^e siècle*, La Découverte, Paris, 2014.

³⁸ Expression empruntée au philosophe américain John Dewey. Sur le sujet, voir HACHE E., *Ce à quoi nous tenons, Propositions pour une écologie pragmatique*, La Découverte, Paris, 2011.

LES ANALYSES DE SAW-B

Rédigées avec le soutien de la Fédération Wallonie-Bruxelles, les analyses de SAW-B se veulent des outils de réflexion et de débat. Au travers de ces textes, SAW-B souhaite offrir la possibilité aux citoyens mais aussi, plus spécifiquement, aux organisations d'économie sociale de décoder – avec leurs travailleurs et leurs bénéficiaires – les enjeux auxquels ils sont confrontés dans leurs pratiques quotidiennes. Cette compréhension des réalités qui les entourent est essentielle pour construire, collectivement, les réponses et dispositifs adaptés aux difficultés rencontrées. Ces analyses proposent également aux travailleurs de l'économie sociale de poser un regard critique sur leurs pratiques et leurs objectifs mais aussi sur notre société, ses évolutions, nos modes de consommations, de production, de solidarité, etc.

Ces textes ne sont pas rédigés « en chambre » mais sont le résultat direct des interpellations des acteurs de terrain. Nous vous invitons à les prolonger en nous relayant vos interpellations, commentaires et propositions. Si vous le souhaitez, au départ d'un de ces sujets d'analyse, nous pouvons aussi co-organiser avec vous une animation sur mesure au sein de votre entreprise sociale ou de votre groupe citoyen.

Nos analyses sont disponibles sur notre site www.saw-b.be, à côté de nos études, où elles sont classées selon les thématiques suivantes :

- Contours, objectifs et fonctionnement de l'Economie sociale
 - o Définitions et objectifs de l'Economie sociale
 - o Fonctionnement de l'Economie sociale
 - o Démocratie économique et participation
 - o Frontières de l'Economie sociale
 - o Financement de l'Economie sociale
- Economie sociale et enjeux politiques
 - o Enjeux européens et internationaux
 - o Enjeux belges et régionaux
 - o Economie sociale et société
- Economie sociale et travail
 - o Insertion socioprofessionnelle
 - o Sens du travail
- Produire et consommer autrement
 - o Distribution et alimentation
 - o Logement
 - o Services
 - o Environnement
 - o Culture



SAW-B (Solidarité des Alternatives Wallonnes et Bruxelloises) est un mouvement pluraliste pour l'alternative économique et sociale. Créée en 1981, l'ASBL rassemble les femmes et les hommes qui construisent une économie centrée sur le respect de l'humain et de l'environnement et non sur le profit. Ses membres représentent plus de 300 entreprises sociales - soit 15 000 travailleurs - en Wallonie et à Bruxelles : des ASBL, des coopératives, des fondations et des sociétés à finalité sociale actives dans de nombreux secteurs tels la culture, la formation, la santé, les énergies, les services à la personne, ...

SAW-B vise à défendre, représenter et développer l'économie sociale et les entreprises qui la composent. Elle est reconnue comme agence-conseil par la Wallonie et comme acteur d'éducation permanente par la Fédération Wallonie-Bruxelles. Toutes nos analyses sont sur www.saw-b.be